



© UN Photo/Rick Bajornas

CAMP DE RÉFUGIÉ-E-S

KARA TEPE

Observatoire des Camps de Réfugié-e-s
Pôle Étude et Recensement des camps
Zone Europe

KARGOL Larissa
Novembre 2021


L'OBSERVATOIRE
des camps de réfugiés



CAMP DE RÉFUGIÉ-ES DE KARA TEPE

Localisation du camp

CONTEXTE D'INSTALLATION DU CAMP

Contexte de création du camp

Population accueillie

RÔLE DE L'ÉTAT HÔTE

Rôle de l'État grec dans la gestion du camp

Législation

Modalités d'accès au camp

Les solutions envisagées en matière d'accueil

LA GESTION DU CAMP

Les gestionnaires du camp

Les acteurs locaux

Le système de délivrance des protections internationales octroyées

Les services assurés dans le camp

ÉTUDE DES PRINCIPAUX PROBLÈMES ET BESOINS

Mouvements de contestation relatifs au camp

Effectivité des services censés être assurés par les gestionnaires du camp

La situation des personnes vulnérables

Santé mentale

SOURCES ET RÉFÉRENCES

Localisation du camp de KARA TEPE



LE CENTRE D'ACCUEIL ET D'IDENTIFICATION DE KARA TEPE (RIC) SE SITUE :

- à Mavrovouni, à trois kilomètres du port de Mytilène, Chef-lieu de l'île Lesbos, en Grèce.
- Coordonnées GPS: 39.1278910- 26.5441980



CONTEXTE D'INSTALLATION DU CAMP

HISTORIQUE DU CAMP

Kara tepe, au nom turc signifiant « colline noire », [1] est un camp de réfugié-e-s qui se situe à Mavrovouni [2], à trois kilomètres du port de Mytilène, chef-lieu de l'île Lesbos, en Grèce.

Il se trouve aussi à environ 4 km de l'ancien camp de Moria, plus grand hotspot en Europe. C'est dans le **contexte de la crise de l'accueil des réfugié-e-s de 2015** [3] que la plupart des exilé-e-s y ont été accueilli-e-s **dans l'attente du traitement de leurs demandes d'asile**. Les réponses à ces demandes d'asile déterminent s'ils-elles seront reçu-e-s dans un pays membre et obtiendront une protection internationale ou non [4].

Le camp de Moria qui était **initialement censé pouvoir accueillir 3 000 personnes au plus**, a rapidement été **surpeuplé, atteignant l'hébergement de plus de 12 000 personnes**.

Les réfugié-e-s et demandeur-se-s d'asile y vivaient dans des conditions de vie précaires [5]. Ce camp a d'ailleurs **pris feu** dans la nuit du 8 septembre 2020, ce qui a rendu nécessaire l'ouverture immédiate d'un nouveau camp d'urgence, à savoir le camp Kara Tepe, et le déplacement précipité de tou-te-s les habitant-e-s de l'ancien camp de Moria [6]. Parmi ces déplacé-e-s, une partie a été transférée dans des pays d'accueil de l'Union européenne qui se sont engagés à les accueillir et à les prendre en charge suite aux incendies. **Les autres personnes exilées ont en majeure partie été transférées dans le nouveau camp Kara tepe**. (7 700 personnes) [7]. D'autres personnes ont été transférées dans d'autres camps de l'île de Lesbos. **Aujourd'hui, 3 338 personnes sont encore hébergées dans le camp Kara Tepe** [8].

Le camp Kara tepe couvre une superficie de 341 000 mètres carrés, et en partie construit sur un ancien terrain d'entraînement militaire [9]. Il a été construit quelques jours après les incendies par le **Ministère des migrations et de l'asile et l'armée grecque**, avec la contribution de **l'Union européenne** et du **Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés** (UNHCR).

Des installations temporaires, ainsi qu'une zone séparée et protégée pour les personnes atteintes du Covid-19 ont été aménagées [10]. Par ailleurs, après avoir effectué des tests de dépistage du coronavirus pour leur entrée dans le camp, 243 personnes se sont avérées positives au coronavirus [11].

“

Le camp de Moria qui était initialement censé pouvoir accueillir 3 000 personnes au plus, a rapidement été surpeuplé, atteignant l'hébergement de plus de 12 000 personnes. Les réfugié-e-s et demandeur-se-s d'asile y vivaient dans des conditions de vie précaires [5].

”

CONTEXTE DE CRÉATION DU CAMP

Deux “Kara tepe” ont existé jusqu’alors près du camp de Moria et doivent être distingués.

Le centre d’accueil de Kara tepe qui existait jusqu’à sa fermeture fin avril 2021, et le nouveau centre camp Kara tepe. Pour mieux opérer cette distinction, l’ancien camp est souvent nommé “Kara tepe 1”, et le nouveau camp “Kara tepe 2”, ou encore “Moria 2.0”.

Le centre d’accueil Kara Tepe a été créé en 2015 [12], et accueillait prioritairement les personnes les plus vulnérables du centre d’accueil et d’identification (RIC) de Moria et des RIC de l’île (notamment les personnes malades ou en situation de handicap, les femmes enceintes) dans des conditions humaines, prenant le temps de s’occuper de ces personnes et de leur assurer un lieu sûr (hygiène, nourriture, accompagnement psychologique)[13]. Il pouvait accueillir environ 900 personnes. Il fut menacé d’une fermeture par la police et les militaires grecs, tout comme l’a été le 30 octobre 2020 un autre centre au concept d’accueil similaire, plus petit, nommé Pikpa, géré par l’ONG Lesvos Solidarity [14] qui a fermé malgré les mobilisations de multiples ONG[15]. Le centre d’accueil Kara tepe a finalement fermé à la fin du mois d’avril 2021[16].

Le nouveau camp Kara tepe est donc celui étudié dans cette fiche informative.

LA POPULATION ACCUEILLIE



Au mois de novembre 2020, selon l'agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), on a pu comptabiliser **7 700 personnes** qui ont été déplacées dans le camp d'urgence de Kara Tepe. Les autres personnes ont été accueillies par des États membres de l'Union Européenne, ou dans des RIC environnants [17].

Aujourd'hui, un an après l'incendie qui a ravagé le camp de Moria, on compte **3 338 personnes** hébergées dans le camp Kara Tepe [18].

La baisse du nombre de demandeur-euse-d'asile présent-e-s dans le camp s'explique entre autres par la **réunification de familles** suite aux premiers transferts en septembre 2020 des personnes les plus vulnérables suite à l'incendie de Moria.

Elle s'explique aussi par la **réduction considérable des arrivées sur les îles grecques cette année (84%)**, ou les "pushbacks" pratique illégale de **refoulement d'arrivant-e-s** [19].

Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), publiant une mise à jour au 12 décembre 2020, les premières personnes qui avaient été **concerné-e-s par le transfert dans d'autres pays européens était au nombre de 2 050**. Parmi elles, principalement des familles, mais aussi des mineur-e-s non accompagné-e-s, se traduisant par **95% de garçons, et 5% de filles** [20].

| DEMOGRAPHIE DU CAMP :

Selon un rapport sur le camp Kara tepe, co-rédigé par l'ONG Oxfam [21] et le Greek Council for Refugees (GCR) [22], le camp accueille en 2021 autour de **22% de femmes, 44% d'hommes, et 34% d'enfants** [23].



22%



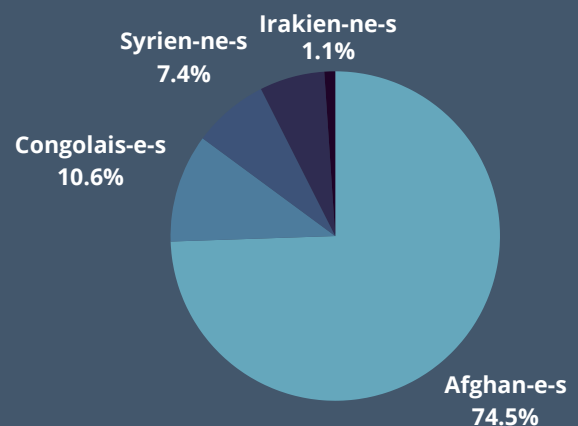
44%



34%

| NATIONALITÉS PRÉSENTES DANS LE CAMP :

Selon un autre rapport, également co-rédigé par ces deux structures, les nationalités présentes dans le camp au 21 avril 2021 sont en grande majorité **d'Afghanistan (70 %), de la RDC (10 %), de Syrie (7 %), de Somalie (6 %) et d'Irak (1 %)** [24].



LE RÔLE DE L'ÉTAT HÔTE



RÔLE DE L'ÉTAT GREC DANS LA GESTION DU CAMP

L'État grec a pris en charge la construction du nouveau camp Kara tepe après les incendies de Moria. Il a été construit par l'armée grecque avec l'aide de l'UNHCR, des ONG internationales et nationales, ainsi qu'une contribution financière de la part de l'Union européenne. Il est de fait responsable de la gestion du camp et du respect des services assurés, notamment de l'utilisation des dépenses allouées par l'Union européenne [25].



LEGISLATION

Bien qu'une proposition de réforme ait été proposée par la Commission européenne le 23 septembre 2020 [26], c'est jusqu'à lors la **convention de Dublin**, réformée par le règlement Dublin II en 2003 puis Dublin III en 2013, qui **établissait les conditions et le processus des demandes d'asile**.

La **convention de Dublin** représente une **norme établie pour tous les États membres dans le cadre du régime d'asile européen commun (RAEC)**. Cette convention statue qu'un-e **demandeur-euse d'asile doit faire la demande de statut auprès du premier pays de l'UE dans lequel il-elle serait arrivé-e, et seulement dans celui-ci** [27]. C'est pourquoi une responsabilité plus élevée de toutes ces demandes a découlé des **premiers pays d'entrée comme la Grèce et l'Italie car ceux-ci se situent aux frontières extérieures de l'Union européenne** [28].

Ainsi, c'est majoritairement en Grèce qu'ils-elles arrivent, et qu'ils-elles doivent attendre une décision à leurs demandes d'octroi de protection internationale. Cela explique la **situation de saturation des îles grecques** qui comprennent Lesbos depuis 2015, et la situation de crise de solidarité européenne quant à l'accueil des exilé-e-s [29], qui résulte notamment des décisions prises par l'Union européenne en matière d'asile et de gestion des hotspots [30].

Le guide de l'European Asylum Support Office [31] sur les conditions d'accueil propose des indicateurs en matière de logement, nourriture, (etc...) liés à chaque point juridique à la directive Accueil [32]. Pourtant, ce guide ne reste qu'indicatif. Malgré les consignes de cette directive concernant la durée (art.9), le respect de la vie privée, l'accessibilité à des espaces de plein air et d'assistance juridique (art.10), l'article 8 précise que « les motifs du placement en rétention sont définis par le droit national », et laisse les autorités locales et nationales gérer les camps de rétention [33]. **Les principaux domaines qui touchent aux conditions de vie des demandeur-se-s d'asile dans le camp Kara tepe tels que l'éducation, la santé, l'hébergement, sont donc administrés par l'État grec, et les recommandations de l'UE ne sont finalement pas obligatoires** [34].

Par ailleurs, dans le contexte de la pandémie de la Covid 19 et suite à la tragédie de Moria, le gouvernement grec a mis en place une **approche sécuritaire en matière d'asile et de migration** : celle-ci s'est également manifestée sous la forme de l'entrée en vigueur d'une récente « loi sur la protection internationale » (IPA) le 1er janvier 2020 dans le pays [35]. Cette **loi entrave la procédure d'accès à une protection en multipliant les motifs pour lesquels celle-ci peut être refusée**. Elle normalise l'enfermement des mineurs non accompagnés qui avant avaient des privilèges, et restreint l'accès à des besoins indispensables comme l'assistance juridique. Enfin, la loi rend possible l'augmentation de procédures dites « accélérées », ce qui rend difficile l'approfondissement de l'examen des demandes d'asile [36].

De plus, nombreuses sont les ONG, dont Aegean boat Report, ou Mare Liberum, qui s'inquiètent des violences et du nombre de refoulements en hausse des nouveaux arrivant-e-s en mer Égée effectués par Frontex et les autorités grecques. De mars à décembre 2020, ils indiquent que **9 798 personnes auraient été refoulées** [37].



MODALITÉS D'ACCÈS AU CAMP

(OUVERT / FERMÉ / ACCÈS SOUS CONDITIONS)

Suite aux incendies du camp de Moria du 8 septembre 2020, intervenus notamment en période de pandémie de Covid-19, l'île de Lesbos a été placée sous **état d'urgence par le gouvernement grec**.

Le camp Kara tepe a été construit en conséquence de **manière hâtive**. En deçà de la nouvelle loi sur la protection internationale évoquée précédemment, la nouvelle administration du camp semble aussi refléter une **volonté de durcissement de la politique migratoire du gouvernement de Kyriakos Mitsotakis** [38].

En effet, le nouveau camp construit devait être « fermé » [39]. Une volonté respectée, car aujourd'hui, l'accès au camp est restreint aux acteurs extérieurs. Les autorités grecques sont en revanche très présentes dans le camp. Elles contrôlent les entrées et sorties depuis son installation, et la raison principale de leur présence serait de s'assurer que les violences advenues au camp de Moria ne se reproduisent pas [40], et d'une surveillance due au Covid-19 suite au recensement de nombreux cas positifs. Cependant, le motif de leur présence peut aussi être interprété comme une justification pour l'enfermement de demandeur-euse-s d'asile, selon Stephan Oberreit, chef de mission en Grèce pour Médecins sans frontières (MSF) [41].

L'accès au camp, outre ce contrôle par les autorités, est strictement réglementé et sécurisé puisqu'une clause de confidentialité empêche les ONG de divulguer des informations et que des témoignages de personnes vivant dans le camp ne puissent être recueillis. **L'accès pour les avocats, les ONG et les journalistes est restreint** [42].

Concernant les résident-e-s, pour accéder au camp, ils doivent passer par une fouille de la part de la police grecque. Au départ [43], les sorties n'étaient pratiquement pas permises, mais une entrée et une sortie réglementées une fois par semaine furent finalement permises jusqu'à aujourd'hui [44].



LES SOLUTIONS ENVISAGÉES EN MATIÈRE D'ACCUEIL

Le camp Kara tepe est **supposé être un centre d'hébergement d'urgence temporaire**. Par ailleurs, le ministre de la Protection du citoyen grec, Michalis Chryssohoïdis a d'abord souligné sa volonté de transférer la majorité des résidents en deux temps, de septembre à Noël 2020 pour une moitié, et « les autres d'ici Pâques 2021 » [45].

En décembre 2020, les autorités grecques se sont finalement entendues autour d'un protocole signé avec la Commission européenne. Il s'agit d'un projet pour la construction d'un nouveau « centre d'accueil conforme aux normes » d'ici septembre 2021, venant remplacer le camp de Moria avec de meilleurs services tels que les évoque la journaliste Fédérica Martiny le 9 décembre 2020 dans un article pour le média Euractiv: « l'assistance sanitaire immédiate et pour le sport. Des terrains de jeux, des maisons préfabriquées pour l'éducation, ainsi que des cuisines communes (...) Des salles spéciales seront conçues pour les personnes handicapées » [46].

Ce projet a notamment été amené par le travail d'une taskforce [47] de l'UE chargée de la situation d'urgence qu'a connu l'île de Lesbos en Grèce suite aux incendies. L'UE aurait, avec des agences de l'UE et les autorités grecques, des responsabilités définies dans le nouveau camp en prévision [48].

En septembre 2021, ce camp n'a pas encore été construit. Selon les informations rapportées par Angélique Kourounis, correspondante en Grèce pour Franceinfo :



“ **« Officiellement tous les demandeurs d'asiles devraient être transférés en 2022 dans un camp situé au nord de l'île, à Vastria, une région déserte, coupée de tout. Mais la population s'oppose à l'ouverture de ce camp où aucune route digne de ce nom ne mène. Cela sera un camp totalement fermé, sans école, pratiquement interdit à la presse et aux ONG. »** ”

L'Europe ne s'est pas opposée à la construction de ce type de camp, ce qui conforte Athènes dans cette politique, ainsi que l'illustrent les propos tenus par le ministre de l'Immigration, Notis Mitarakis devant le Parlement, mardi :

“ **“Le gouvernement de la Nouvelle Démocratie a fait résolument face à la question de l'immigration illégale. Nous sommes prêts à faire face à une nouvelle crise migratoire mais nous déclarons sans aucune ambiguïté que nous ne serons pas la porte d'entrée pour des flux migratoires illégaux. Nous ne redeviendrons plus jamais la porte d'entrée ouverte que nous étions les années passées, avec les conséquences que nous, insulaires, avons vécues en première ligne » [49].** ”



LA GESTION DU CAMP

LES GESTIONNAIRES DU CAMP - ADMINISTRATION



- Le gouvernement grec :

Le principal responsable du camp Kara tepe est le gouvernement grec [50].



- L'UNHCR (le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugié-e-s) :

L'UNHCR s'occupe en partie de l'aide aux installations techniques sur le site (comme l'installation de drains, comme participer au « drainage, d'approvisionnement en électricité et en eau, destinés à apporter des améliorations durables à la vie des résidents du site. » [51]. Elle effectue aussi de l'observation et de la communication à propos des actions menées ou à mener dans le camp, notamment relatives aux **conditions de vie des réfugié-e-s**. L'agence plaide également pour des actions plus régulières en vue d'**améliorer les conditions de vie**, et à l'action des États membres pour un **transfert plus rapide des demandeur-se-s vers les États membres pouvant les accueillir** [52].



- Les forces armées grecques :

L'armée grecque assure l'organisation technique du hotspot.



- La police hellénique

La police hellénique contrôle l'accès au camp.

LES GESTIONNAIRES DU CAMP - HYGIENE ET SALUBRITE



La **Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge (FICR)** [53] soutient la Croix rouge hellénique (CRH), « dans ses coûts opérationnels, sa communication, son assistance technique et sa coordination [54] » : en plus d'un coordinateur de programme et d'opérations, un membre était sur place pour assurer la coordination du service WASH [55], ainsi, il a évalué les besoins en matière d'assainissement (notamment les douches, toilettes, le traitement des déchets). L'antenne de Lesbos de la Croix-Rouge hellénique (CRH) disposait, fin septembre 2020, de 55 volontaires formés en matière de services de sécurité privée (SSP) et de rétablissement des liens familiaux (RLF) [56].



Aegean Boat Report, est une organisation non gouvernementale (ONG) souvent présente sur place. Elle produit du contenu informatif (photos, vidéos, descriptions...) sur les conditions de vie dans le camp et le partage essentiellement sur les réseaux sociaux [57].

LES GESTIONNAIRES DU CAMP - SANTÉ



EODY, l'organisation nationale de la santé publique grecque, est la seule autorité qui peut effectuer des évaluations de vulnérabilité ou orienter les demandeurs d'asile vers l'hôpital. Elle disposait de 2 médecins au 21 octobre 2020. Elle a notamment organisé le dépistage covid en partenariat avec l'OMS [58]. Selon l'association RSAegan, au 17 octobre 2020, les organismes suivants étaient présents sous la coordination de l'Organisation nationale de la santé publique (EODY) [59] grecque pour apporter des services médicaux : Kitrinos [60], La Croix rouge, et une équipe médicale norvégienne [61].

Des psychologues Médecins sans frontières (MSF) sont présents dans le camp, notamment pour les enfants [62].



L'International Rescue Committee propose une assistance psychologique [63].



Medical Volunteers International (MVI) est une ONG qui fait intervenir des volontaires pour fournir des soins de santé aux résident-e-s du camp en besoin. Elle était présente dans le camp de Moria et a pu reprendre ses activités dans le nouveau camp Kara tepe depuis mi-novembre 2020 [64]. Son équipe composée de 7 médecins, 2 infirmières, 5 traducteurs, 2 coordinateurs et un étudiant viennent en aide pour fournir ces traitements médicaux aux patients, de l'accompagnement psychologique. Ils s'occupent de 1 200 patients par mois à Lesbos. 90 enfants sont également accompagnés par l'équipe dans un programme d'aide aux enfants afin de les soutenir contre les traumatismes qu'ils ont [65].



Cadus est une ONG qui agit aussi dans le domaine de la santé en coopération avec l'ONG MVI dans le camp Kara tepe [66].

LES GESTIONNAIRES DU CAMP - EDUCATION

Selon une source locale, il y a **peu d'accès à l'éducation pour les adultes et les enfants dans le camp**. « *Ce que j'entends lors des réunions du groupe d'éducation de l'île, c'est que l'éducation dans le camp dans son ensemble est désorganisée et inadéquate.* » [70] rapporte-t-elle. Seules quelques associations ont reçu l'**accord pour y exercer leurs activités**. Notre source locale nous rapporte tout de même le nom de quelques associations présentes actuellement dans le camp dans le domaine éducatif.



METAAdrasi est une ONG qui collabore avec le HCR et l'UNICEF [67] pour proposer des activités ponctuelles en matière d'éducation et d'interprétariat dans le camp.



Stand by me Lesbos, depuis l'automne 2020 a acheté et transformé deux vieux bus en quatre salles de classe, alimentés en énergie solaire [68].



Elix est une ONG grecque partenaire de l'Unicef qui organise de l'éducation non formelle dans le camp. Elle travaille en coopération avec Stand by me Lesbos [69].



Fenix est une ONG qui se donne pour objectif d'apporter des connaissances juridiques aux demandeur-euse-s d'asile pour faciliter leurs procédures administratives [72].



Eurorelief donne des cours de langues pour les adultes [73].



Starfish est une ONG qui propose des ateliers de lecture pour les enfants, et a installé une bibliothèque de 3 000 livres pour que les demandeur-euse-s d'asile puissent y emprunter des livres dans différentes langues (grec, français, arabe, farsi, allemand). Elle propose aussi des conseils aux femmes enceintes, ou nouvelles mères au sujet de l'allaitement, et leur donnent des fournitures de base [74].



One Happy Family Lesbos [75], est une organisation qui propose des cours aux enfants dans le domaine éducatif [71], ce qui peut se présenter sous forme de différents ateliers et activités : réparation de vélos, jardinage [76].

Selon le reporter Mortaza Behboudi, qui s'est rendu sur place, les ONG sont pour la plupart confinées en ville et n'accèdent que peu au camp [77].



LE SYSTÈME DE DÉLIVRANCE DES PROTECTIONS INTERNATIONALES

Les autorités grecques ont repris le traitement des demandes d'asile, qui se font sous forme de **télé-entretiens**. Elles le font en dépit du **manque de garanties à des procédures équitables**. En effet, cette procédure de délivrance des protections internationales est rendue **compliquée** en raison des mesures de la Covid : depuis l'installation du nouveau camp, il y a des **restrictions de mouvement** dans le camp, **de sortie**, mais aussi aux avocat-e-s pour visiter les demandeur-se-s d'asile qu'ils-elles assistent. De ce fait, ils-elles se retrouvent **quasiment privé-e-s d'un soutien juridique** [78].

Selon l'ECRE (European Council on Refugees and Exiles) [79] :

“ « Au milieu de la pandémie COVID-19 et à la suite de la destruction du Centre d'accueil et d'identification (RIC) de Moria, le service d'asile grec a commencé à mettre en œuvre des entretiens à distance sur Lesbos à partir du 8 octobre. Deux mois plus tard, les avocats et les conseillers accompagnant les demandeurs d'asile dans leurs entretiens avec les agents du Service d'asile et du Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO), ont identifié plusieurs sujets de préoccupation, notamment la qualité et la confidentialité des entretiens, des avis extrêmement courts et des délais d'attente et personnes interrogées en raison de difficultés techniques, du manque de mesures de protection liées aux risques de COVID-19 et du manque d'accès à la transcription des entretiens pour les candidates non accompagnés d'un avocat. »

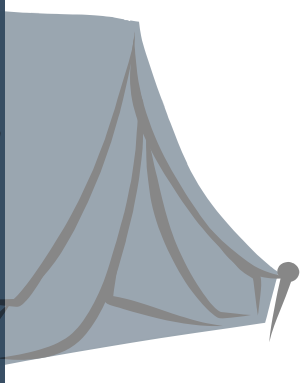
”



Au vu de la situation, le HCR avec les acteurs d'aide juridique, ont conçu une **cartographie des organisations à Lesbos** pouvant aider les demandeur-se-s d'asile. Celui-ci « répertorie les services disponibles, y compris ceux liés à l'accès aux droits civils et sociaux, aux cas de crimes de haine, aux droits de l'homme, à l'éducation, à la santé et à la protection sociale. [80] » **afin de faciliter leur accès à l'aide juridique** qui est un réel problème rencontré par eux-elles dans cette période de crise sanitaire, ainsi que les problèmes de communication qui en découlent. Un autre partenaire du HCR, METAdrasi [81], va traduire ces cartographies dans les langues utilisées dans le camp [82].

SERVICES ASSURÉS DANS LE CAMP

MISE À L'ABRI ET MODALITÉS D'ACCUEIL



Selon les données officielles, la capacité d'accueil du hotspot s'élève à environ **10 000 personnes**, et au total, **7 600 personnes** sont comptabilisées dans le camp Kara tepe [83]. Si les capacités d'accueil sont en norme compte tenu de ces données, les tentes dans lesquelles sont accueilli-e-s les déplacé-e-s à loger, elles sont à un nombre bien inférieur, puisque l'on dénombrait **1100 tentes aménagées** sur le camp au mois d'octobre. Il s'agit de tentes d'été avec une capacité d'accueil de 8 personnes [84]. La plupart sont des tentes de l'UNHCR, on en compte au moins 700. Il y a également 8 tentes rub hall [85] dans la zone urgence du camp, dans lesquels dorment plus de 150 hommes célibataires dont les lits sont placés les uns à côté des autres [86].

SALUBRITÉ (HYGIÈNE, ENVIRONNEMENT, GESTION DES DÉCHETS)

L'ONG Oxfam comptait **414 toilettes** dans le camp au 21 avril 2021, cependant seulement 289 étaient opérationnelles [87]. Lorsque la population du camp avoisinait le nombre 7 000 chacune de ces toilettes était **partagée par environ 20 personnes**. Celles-ci ne disposent pas d'un accès pour personnes en situation de handicap. Les habitant-e-s déplorent d'ailleurs le manque de propreté de ces toilettes [88].



En fin septembre après la visite d'Oxfam, il n'y avait toujours **pas d'accès à l'eau courante ni d'électricité dans le camp**. Les **douches** étaient à cette date **manquantes**, et les réfugié-e-s et demandeur-euse-s d'asile devaient donc **se laver dans la mer**. Cela pose un problème pour les femmes qui ont besoin de plus d'intimité, et pour les enfants qui risquent de se noyer [89].



Plus tard vers le mois de décembre 2020, le HCR a effectué des travaux pour préparer des installations de douches. [90] « Le HCR a effectué tout le travail de base, y compris le gravillonnage et le nivellement, dans l'une des zones désignées pour les douches, comme demandé par les autorités grecques. ». Le 17 décembre 2020, 36 douches ont été mises en place par le programme WASH, mais d'autres installations sont nécessaires pour les habitant-e-s, surtout en raison du temps hivernal [91]. En effet, 36 douches ne permettaient pas aux résident-e-s de pouvoir se laver quotidiennement, et d'y avoir accès sans attendre longtemps. Ainsi, depuis leur arrivée dans le camp, ils-elles se lavent à l'aide de seaux d'eau, ou de bouteilles, notamment dans la mer, en dépit de l'arrivée de l'hiver. L'approvisionnement en eau étant limité pour les habitant-e-s, ceux-celles-ci sont également obligé-e-s de nettoyer leurs vêtements dans la mer à défaut d'attendre pendant plusieurs heures [92].

Au 21 avril 2021, les habitant-e-s avaient accès à 155 douches à eau chaude dans le camp, ce qui représente une légère amélioration, bien qu'un tiers de la population seulement pouvait y avoir accès par jour, ce qui reste donc un besoin à combler.

SANTÉ (ACCÈS AUX SOINS, SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE, COVID)



Un **centre médical** a été installé pour la gestion du Covid, et une zone spécifique aux personnes contaminées a été aménagée et accueille les nouveaux cas positifs. L'UNHCR intervient pour organiser cette zone du camp et sa gestion. Une section de tri est effectuée pour accueillir les patients, et pour prévenir la propagation de la pandémie. Chaque demandeur-euse d'asile est testé-e par les autorités avant de pouvoir entrer sur le site [93].

Dans le même temps, **les demandeur-se-s d'asile vivent à plusieurs, serré-e-s dans les tentes**. De plus, ceux-celles-ci ne peuvent se laver les mains autant que nécessaire, compte tenu du manque d'accès à l'eau courante [94]. En dehors du **faible respect des préconisations de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS)** en matière de distance de sécurité vis-à-vis de la gestion de la Covid dans le camp, les demandeur-euse-s d'asile sont **concerné-e-s par d'autres problèmes de santé**, mais disposent d'une **accessibilité aux soins moindre**. La seule autorité grecque (EODY) qui peut les diriger vers l'hôpital est par exemple composée uniquement de deux médecins [95].

L'association RSAegan a recensé après les incendies les organismes suivants présents pour apporter des services médicaux : Kitrinos, Médecins du monde, La Croix rouge, Médecins sans frontières, une équipe médicale norvégienne [96]. Le nombre de personnes n'est pas suffisant selon les encampé-e-s et de nombreuses ONG qui soulignent le manque d'accessibilité à des services de santé, ou à un soutien psychologique pourtant nécessaire :

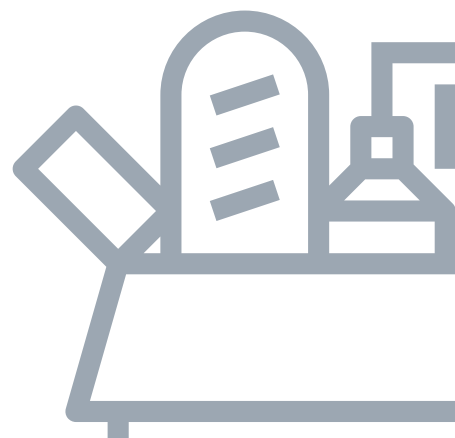
« La demande actuelle pour les services de MSF dépasse les capacités de l'organisation et la liste d'attente est longue pour la clinique pédiatrique et la clinique pour les victimes de torture et de violence sexuelle. [97] ».

Pour voir un médecin dans le camp, il faut également **attendre et faire la queue longtemps [98]**. Des psychologues Médecins sans frontières (MSF) sont présents dans le camp pour les enfants [99]. Concernant l'accompagnement psychosocial, et d'aide aux plus vulnérables, le HCR dit travailler avec les autorités grecques « **pour créer un système pour les demandeurs d'asile vulnérables, en particulier les survivants de la violence sexiste** » [100].

NOURRITURE

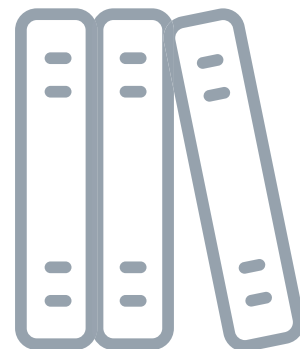
La nourriture est distribuée une à deux fois dans la journée, et l'acheminement de l'eau se fait par camions [101].

De nombreuses plaintes ont cependant été recensées concernant sa qualité et sa quantité. L'ONG Oxfam a aussi décrit cela dans son rapport d'octobre 2020, après avoir effectué son intervention d'aide dans le camp entre le 21 et le 25 septembre [102].



ÉDUCATION & INTÉGRATION SOCIO-ÉCONOMIQUE

Metadrasi, est une ONG partenaire de l'UNHCR et de l'UNICEF, qui propose des cours d'éducation non formels et temporaires : il s'agit de cours de mathématique, anglais, grec et sont destinés à des adolescents du camp. Le HCR prévoit pour plus tard des structures plus permanentes issues de son partenariat avec l'UNICEF [103]. En attendant, **l'éducation ne semble pas être une priorité de la part des administrateurs du camp**. Il y a peu de cours organisés par les ONG car elles ont un **accès restreint au camp**, et les **réfugié-e-s s'organisent parfois seuls dans leurs tentes dans des conditions qui ne s'y prêtent pas** [104].



Quelques associations ont tout de même réussi à **obtenir un accès dans le camp** et proposent aujourd'hui divers types d'accompagnements dans le domaine éducatif. Cependant, le problème reste bien le **manque d'accès à l'éducation dans les écoles publiques pour les enfants qui résident dans le camp**.

Les ONG présentes défendent ce droit, mais comme l'explique Julia Dumont dans un article pour Infomigrants publié le 10 septembre 2021 (soit un an après l'incendie du camp de Moria) les enfants ne sont que très peu à intégrer l'école publique grecque, notamment car « Le gouvernement grec ne suit pas les règles nationales [sur la scolarité des enfants] sur les îles parce qu'ils disent que les gens ne vont pas y rester » [105]. « Bien sûr, c'est difficile pour tout le monde parce que les enfants vont peut-être aller à l'école 2/3 mois puis partir, mais ce n'est pas une excuse. Même s'ils ne restent qu'un mois, les enfants doivent pouvoir suivre une scolarité », a expliqué un militant sur place pour la journaliste [106]. De surcroît, le manque de transports depuis le camp est une raison supplémentaire qui rend plus difficile l'accès à l'éducation [107].

LES NORMES DU HCR RELATIVES À L'INSTALLATION ET GESTION DU CAMP :

Sur son site, le HCR détaille les limites de son intervention dans les camps Grecs, et les tâches effectuées :

“ « **La protection et l'assistance aux réfugiés en Grèce est la responsabilité du gouvernement grec.** Le HCR s'efforce d'aider les autorités grecques à atteindre cet objectif. **Le rôle du HCR en Grèce n'inclut pas la réception et/ou le traitement des demandes d'asile ou de réinstallation.** Le personnel du HCR peut seulement vous informer de la procédure à suivre pour demander l'asile auprès des autorités grecques. Le HCR en Grèce ne peut pas vous renvoyer dans votre pays d'origine, ou dans un autre pays. Néanmoins, nous vous informerons des options qui s'offrent à vous et des modalités de demande d'un retour volontaire assisté. **Le HCR ne peut fournir un hébergement et de l'assistance qu'aux personnes et aux familles les plus vulnérables, dans le cadre du système général mis à disposition par les autorités grecques et d'autres organisations.** »

”

LES PRINCIPAUX PROBLÈMES ET BESOINS DES RÉFUGIÉ-E-S

MOUVEMENTS DE CONTESTATION RELATIFS AU CAMP KARA TEPE

Un mouvement de contestation a eu lieu le lendemain des incendies du camp de Moria en septembre 2020, lorsque les déplacé-e-s ont été obligé-e-s d'être relocalisé-e-s vers celui de Kara tepe. De multiples contestations ont surgi de leur part. Ils-elles auraient voulu, plutôt qu'être transféré-e-s dans un nouveau camp, **être redirigé-e-s vers un pays européen**, et **demandaient par ailleurs plus de solidarité de la part de l'Union européenne**. Certain-e-s étaient déjà en attente de réponses à leurs demandes d'asile depuis des années, et ne voulaient pas revivre cela dans un nouvel endroit. De plus, le **camp de Moria faisait l'objet de beaucoup de critiques, de la part des médias, mais surtout de la part des exilé-e-s qui y ont vécu**. Les conditions de vie ont été décrites comme difficiles (camp surpeuplé, violences,...) [109].

EFFECTIVITÉ DES SERVICES CENSÉS ÊTRE ASSURÉS PAR LES GESTIONNAIRES

Les infrastructures, le drainage, les logements, l'eau courante, le chauffage, l'électricité, les soins médicaux, l'hygiène et la nourriture, sont supposés avoir été financés par l'UE. Il était ensuite de la responsabilité du gouvernement grec d'améliorer les conditions dans le camp et d'effectuer le nécessaire. Dans le communiqué de la page d'accueil du site du Ministère de migration et de l'asile grec, **les services proposés dans le nouveau camp Kara tepe semblent complets**. Celui-ci décrit le nouveau camp Kara tepe comme « le seul endroit sûr », son haut niveau de sécurité, ou encore la bonne qualité de vie que les demandeur-se-s d'asile peuvent y trouver. Il cite plusieurs fois les services proposés dans le camp, à savoir : « soins médicaux, wifi, électricité, eau, nourriture, sécurité », et va jusqu'à avertir de ceux qui démentiraient ces informations : « Ceux qui vous disent que le nouveau camp est une prison, vous mentent et profitent de vous ». **Pourtant, les services cités ne semblent pas tous être présents et opérationnels** au vu des différents renseignements que l'on peut obtenir de la part d'ONGs, de témoignages de résident-e-s, de photographies (mais aussi de la part de l'UNHCR et de l'UE) [111].

Quelques semaines après les incendies de Moria et la mise en place du camp Kara tepe, L'UNHCR avait suite à ses visites, alerté dans un communiqué des lacunes et conditions de vie insuffisantes dans le camp qui n'atteignent pas les normes humanitaires les plus élémentaires; mais aussi du risque sécuritaire notamment à l'approche de l'hiver en évoquant les pluies et les fortes inondations. L'agence appelait alors à une amélioration des services proposés de la part des autorités [112]. Selon certains témoignages recueillis par Infomigrants sur place [113], la distribution de nourriture n'aurait lieu qu'une fois par jour, au lieu de deux. De plus, les habitant-e-s doivent attendre longuement afin de l'obtenir : une queue souvent longue, durant laquelle les mesures de distanciation sanitaire ne peuvent probablement pas être respectées.

« On nous distribue à manger une fois par jour à 16h30 mais il faut arriver vers 11h pour prendre sa place dans la queue tellement nous sommes nombreux » [114].

Les douches sont également insuffisantes. Il y en a désormais 36 dans le camp, pour 8 000 personnes. On peut aisément en déduire que tout le monde n'y a pas accès, et que pour que ce soit le cas, l'attente est également longue. Ainsi, **il n'est pas permis à ces personnes d'avoir accès à des conditions d'hygiène minimales.** Se laver dans la mer ne relève pas d'un choix, mais de leur dernier ressort.

Selon le reporter Mortaza Behboudi, qui s'est rendu sur place, les services sont insuffisants : « *sans douches, sans couettes, sans vêtements chauds et peu de médecins* » [115].

Cela nous amène à décrire **l'un des principaux problèmes** qui a pu être observé très peu de temps après l'installation des exilé-e-s dans ce camp, qui est **son emplacement**. D'une part, le camp se situe sur un ancien camp d'entraînement militaire : les habitants y ont donc trouvé des **douilles de munitions contenant du plomb, les exposant à un risque sanitaire plus élevé.**

Selon Human Rights Watch, les résidents ont photographié des objets trouvés autour de leurs tentes, notamment « *un projectile de mortier de 60 mm intact, un ensemble d'ailettes de queue pour un autre projectile de mortier de 60 mm, des douilles pour balles de fusil, des cartouches de fusil de chasse de calibre 12, et des munitions de pistolet, de fusil, de mitrailleuse et de fusil de chasse* [117] ».

Le ministère de l'asile et des migrations a récemment confirmé à la suite d'études réalisées par l'Autorité hellénique de la géologie et de l'exploration minière, que le sol est contaminé de plomb : « *En attendant les résultats, le ministère a retiré les tentes restantes de la zone du champ de tir par mesure de précaution* » [118]. Lorsque les résultats sont arrivés, inférieurs au taux de plomb international autorisé, il fut recommandé de prendre de nouvelles mesures [119]. D'autre part, **il est situé sur un terrain boueux et très proche de la mer.** De ce fait, le terrain est **facilement inondable, et directement touché par les intempéries.** Le camp a d'ailleurs été inondé par la pluie plusieurs fois depuis son installation : **les tentes d'été se sont remplies et avérées peu résistantes face au vent marin,** qui en a détaché plus d'une.

L'ONG Oxfam le notifie dans un récent rapport après sa visite du camp : « *Les tentes fragiles, dont beaucoup sont montées à seulement 20 mètres de la mer, manquent de fondations solides et n'offrent aucune protection contre les intempéries, y compris les forts vents marins et les pluies. Les premières pluies de la saison, le 8 octobre, ont été suffisantes pour inonder plus de 80 tentes et plusieurs zones du camp (...)* » [120].

INFORMATIONS SUR LA SITUATION DES PERSONNES VULNÉRABLES

Il a été évoqué plus haut que seulement un tiers des habitant-e-s peut utiliser les douches du camp au quotidien. La plupart des résident-e-s sont donc amené-e-s à aller se laver dans la mer froide. À ce moment précis, **les femmes n'ont, de plus, pas d'intimité** : elles sont **exposées au regard des hommes, et peuvent ressentir un sentiment d'insécurité**.

« Beaucoup de femmes sont obligées d'aller à la mer la nuit pour prendre un bain, car pendant la journée, il y a beaucoup d'hommes autour et ils veulent éviter les regards indiscrets »

déclarait une jeune femme nommée Shafigheh, à l'ONG RSAegean dans un témoignage [121].

Ainsi, **bien que les habitant-e-s du camp aient remarqué une amélioration en ce qui concerne la sécurité dans le camp par rapport au camp de Moria, on ne peut pas en dire autant du sentiment de sécurité chez les femmes** qui craignent parfois d'aller aux toilettes ou se doucher lorsqu'il fait nuit : **dans ce contexte, certaines femmes préfèrent demander des couches aux agents locaux pour ne pas avoir à quitter leurs tentes la nuit [122]**. L'ONG Oxfam le relève également, en ajoutant que cela accentue les violences sexuelles et sexistes envers elles :

« En raison du manque de toilettes et de douches (en nombre suffisant), de leur propreté, ainsi que du manque d'éclairage dans le nouveau camp, les femmes sont exposées à une violence sexuelle et sexiste considérablement accrue. [123] ».



En effet, le nombre d'actes de violences, y compris conjugales et sexuelles et les personnes vulnérables n'ont pas pu changer depuis le transfert de la population du camp de Moria à celui de Kara tepe, puisqu'il s'agit des mêmes personnes (qui connaissent donc les mêmes problèmes), déplacées dans un camp différent [124].

Un événement grave est également survenu dans le camp, mi-décembre 2020: dernièrement, a été prouvé après son hospitalisation, qu'une petite fille de 3 ans a été violée. Elle avait été retrouvée seule, ensanglantée [125].

Suite à cet événement, l'UNHCR a réagi en voulant montrer sa volonté de former les acteurs locaux sur ces problématiques : *« le HCR, en collaboration avec l'UNICEF, a dispensé une formation ciblée sur la protection contre l'exploitation et les abus sexuels ainsi que le harcèlement sexuel à 20 membres du personnel des organisations travaillant à Lesbos. Ces formations renforcent la capacité du personnel concerné à identifier et à prévenir les risques liés à la violence sexuelle ainsi qu'à aider les hommes, les femmes et les enfants qui ont subi des violences sexuelles »* [126].

SANTÉ MENTALE

Des témoignages de réfugié-e-s concernant les **problèmes de santé mentale** qu'elles.ils subissent ont été recensés par plusieurs ONG ou médias [127]. L'International rescue committee (IRC) [128] après avoir effectué une étude a dans ce sens signalé dans un rapport publié un rapport le 17 décembre, que **leur situation de santé mentale s'est davantage empirée** [129].

Ayant pour la plupart vécu depuis de nombreux mois dans le camp de Moria avant, et dans la majorité des cas retenus plus longtemps que prévu dans le camp, la plupart des exilé-e-s ont de surcroît **un passé difficile, perdu des proches**, ou encore **vécu dans un pays en guerre avant d'arriver à Lesbos**. Cela explique que nombreux-ses d'entre eux-elles **souffrent de syndromes post-traumatiques** [130].

Pour les adultes, **leur déplacement dans le nouveau camp**, la **longue période d'attente** et l'**incertitude face à leur demande d'asile**, ou encore **les services du camp qui ne leur procurent pas des conditions de vie dignes**, ont conduit certain-e-s à la **dépression**, parfois à la **tentative de suicide**.

C'est ce que rapporte Marion MacGregor pour Infomigrant: « *Certaines personnes ont tenté de mettre fin à leurs jours, ne voyant plus de solutions, après tous les drames* » [131]. Ainsi, « *Une personne sur trois a déclaré avoir des pensées suicidaires, tandis qu'une personne sur cinq a déclaré avoir tenté de s'ôter la vie* » [132].

De plus, les **confinements et nouvelles restrictions liées au Covid-19**, mises en place par les autorités grecques qui administrent le camp, n'améliorent pas leur état. Celles-ci participaient déjà à la détérioration de leur état mental dans le camp de Moria [133].

Une femme enceinte afghane a notamment fait une tentative d'immolation dans le camp le 21 février 2021, mettant le feu à sa tente. Son acte de désespoir est arrivé lorsqu'elle a appris que sa date de départ de l'île avait été repoussée pour cause de grossesse avancée, alors qu'elle venait d'obtenir une réponse positive à sa demande d'asile pour elle ainsi que pour sa famille. Elle vivait déjà dans le camp depuis plus d'un an [134]. Cet acte reflète encore une fois de la détresse psychologique des habitant-e-s du camp face à la pérennisation des camps et de la prise en charge de leurs demandes de protections internationales. Suite à cela, cette femme a été accusée d'incendie criminel.

Les enfants sont également concernés : en effet, 1 427 ont après les incendies été transférés dans les pays membres de l'UE [137], ou en Grèce continentale. Cependant, il reste encore 2 400 enfants, représentant ainsi environ un tiers des résident-e-s du camp. [138] Ceux-ci connaissent aussi des problèmes de santé mentale, dus à des raisons similaires. Ils sont concernés par « **des cas de somnambulisme, des cauchemars ainsi que des cas d'automutilations et d'idées suicidaires** » [139]. Les psychologues pour enfants présents sur place ont recensé 50 cas d'enfants avec des idées suicidaires, ou tentatives de suicides en 2020 [140].

Greg Kavarnos, psychologue de Médecins sans frontières (MSF) qui travaille au sein du camp a témoigné dans un article d'Infomigrants à leur sujet : « les enfants font partie de ceux qui risquent le plus de souffrir à long terme de problèmes de santé mentale (...) S'ils traversent des expériences traumatisantes à cet âge, celles-ci vont façonner leur personnalité ou leur caractère dans le futur, ce qui peut conduire à des difficultés » [141].

SOURCES ET RÉFÉRENCES

- 1 Marie Verdier, « Lesbos : après l'enfer de Moria, le cauchemar de Kara tepe », La Croix, le 29 septembre 2020. <https://cutt.ly/RjSjD3w>
- 2 UNHCR, Regional Bureau of Europe, "Greece update, Moria fire emergency", 23 octobre 2020. <https://cutt.ly/gjSjU80>
- 3 Autrement appelé "crise des réfugiés" par les médias et le monde politique pour désigner un afflux historique d'arrivées de réfugié-e-s et de demandeur-euse-s d'asile sur les côtes européennes, cette expression doit être nuancée: au vu des conflits au Proche et Moyen-Orient, l'Irak et surtout la Syrie ont par conséquent fait apparaître un tiers des réfugié-e-s dans le monde. Cependant, contrairement à certains discours qui occupent tous les débats, L'UE n'est pas plus touchée par les flux des migrants qui se dirigent surtout vers les pays du Sud proches de leurs pays d'origine. Il y a autant de départs vers le Sud et de déplacés internes, que vers le Nord. (WIHTOL DE WENDEN Catherine, 2017).
- 4 Claire RODIER, Emmanuel BLANCHARD, "Crise migratoire": ce que cachent les mots", décembre 2016.
- 5 Bressange & al., « Lesbos, symbole de l'échec de la politique migratoire européenne », Le monde, 27 septembre 2020. <https://cutt.ly/OjDjkGg>
- 6 Verdier Marie, « Lesbos : après l'enfer de Moria, le cauchemar de Kara tepe », La Croix, le 29 septembre 2020. <https://cutt.ly/RjSjD3w>
- 7 Commission européenne, "soutien d'accueil de la Commission pour remédier à la situation sur les îles grecques, questions et réponses", 3 décembre 2020, <https://cutt.ly/DWMzEbZ>.
- 8 UNHCR - The Refugee Brief, 10 septembre 2021, <https://cutt.ly/NWMofw9>.
- 9 Ministère de l'asile et des migrations de la République hellénique, « Response to press articles: below the internationally accepted lead levels the reception areas at the Temporary Camp in Mavrovouni - Lesbos », 23 janvier 2021, <https://migration.gov.gr/en/kato-apo-ta-diethni-oriata-epipedamolyvdoy-sto-mavrovouni/>
- 10 France24, Info migrants, « En vidéo : à Lesbos, un nouveau camp d'urgence accueille les migrants », le 12 octobre 2020. <https://cutt.ly/6jSjLLg>
- 11 BBC, "Lesbos: hundreds test positive for Covid-19 after migrant camp fire", 21 septembre 2020.
- 12 Oberti Charlotte, "la Grèce (...)", 29 avril 2021. op.cit.
- 13 France terre d'asile, « Grèce : à Lesbos, le centre pour réfugiés « Pikpa » fermé par les autorités », vieille Europe, l'actualité européenne sur l'asile et l'immigration vue par France terre d'asile, le 5 novembre 2020. <https://cutt.ly/PjSjWbG>
- 14 Site internet du camp Pikpa, <https://www.lesvossolidarity.org/en/what-we-do/pikpa-camp>.
- 15 France terre d'asile, le 5 novembre 2020. <https://cutt.ly/PjSjWbG>, op.cit.
- 16 Oberti Charlotte, "la Grèce (...)", 29 avril 2021. op.cit.
- 17 France terre d'asile, Grèce : entre conditions d'accueil dégradantes et accusations de refoulement des migrants, Vieille Europe du 15 février au 28 février 2020, le 19 février 2020. <https://cutt.ly/yW0ozOB>.
- 18 UNHCR - The Refugee Brief, 10 septembre 2021, <https://cutt.ly/NWMofw9>.
- 19 Rafenberg Marina, "A Lesbos, un an après l'incendie du camp de Moria, le nouveau site reste une prison", Le monde, 9 septembre 2021, <https://cutt.ly/HWMnqlk>.
- [120 OIM, Voluntary Scheme for the relocation from Greece to other European countries, 12 décembre 2020. https://greece.iom.int/sites/default/files/201217_0.pdf
- 21 Site internet de l'ONG Oxfam, <https://www.oxfamfrance.org>.
- 22 Site internet du GCR, <https://www.gcr.gr/en/>.
- 23 Kafkoutou Natalia-Rafaella, Oikonomou Spyros-Vlad, "LESBOS BULLETIN, Update on the EU 'hotspot' Moria 2.0" paper for Greek Council for Refugees & Oxfam International, October 2020, <https://cutt.ly/dW0ojWy>.
- 24 Oikonomou Spyros Vlad, "April Lesbos Bulletin, Update on the EU response on Lesbos", by the Greek Council for Refugees & Oxfam 21 avril 2021, <https://cutt.ly/rW0ogqp>.
- 25 Commission européenne, "soutien d'accueil de la Commission pour remédier à la situation sur les îles grecques, questions et réponses", 3 décembre 2020, <https://cutt.ly/DWMzEbZ>.
- 26 Faure Agnès, « Asile et migrations en Europe : qu'est-ce que le règlement de Dublin ? », Toute l'Europe, 23 septembre 2020. <https://www.touteleurope.eu/actualite/asile-et-migrations-en-europe-qu-est-ce-que-le-reglement-de-dublin.html>
- 27 Règlement (UE) n° 604/2013 du Parlement Européen et du Conseil, 26 juin 2013, dit Dublin III, voir : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/fr/LSU/?uri=celex%3A32013R0604>.
- 28 Claire RODIER, Emmanuel BLANCHARD, "Crise migratoire": ce que cachent les mots", décembre 2016.
- 29 Ibid.
- 30 Bressange & al., « Lesbos, symbole de l'échec... » op.cit.
- 31 European Asylum Support Office, Guide de l'EASO sur les conditions d'accueil : normes opérationnelles et indicateurs, 2016, <https://easo.europa.eu/sites/default/files/Guidance-on-ReceptionConditions-FR.pdf>
- 32 Directive 2013/33/UE du Parlement Européen et du Conseil, 26 juin 2013, dite Directive Accueil.
- 33 European Asylum Support Office, "Guide de l'EASO...", op.cit.
- 34 Martiny Federica, "Un nouveau camp sera construit à Lesbos, mais les migrants resteront sans abri cet hiver », Euractiv, 8 décembre 2020, <https://www.euractiv.fr/section/migrations/news/un-nouveau-camp-sera-construit-a-lesbos-mais-les-migrants-resteront-sans-abri-cet-hiver/>
- 35 Refugees international, Issue Brief: Blocked at Every Pass: How Greece's Policy of Exclusion Harms Asylum Seekers and Refugees, 2020, <https://www.refugeesinternational.org/reports/2020/11/20/blocked-at-every-pass-how-greeces-policy-of-exclusion-harms-asylum-seekers-and-refugees>. Loi IPA en question : https://asylumineurope.org/wp-content/uploads/2019/11/resources_internationalprotection_act.pdf.
- 36 Ibid.
- 37 Mare Liberum, Pushback report 2020, February 2021, <https://daten.mare-liberum.org/s/4HdxAPACaPsqzEx#pdfviewer>
- 38 Bressange, et al., « Lesbos, symbole de l'échec de la politique... » op.cit.
- 39 Bressange, et al., « Lesbos, symbole... » op.cit.

SOURCES ET RÉFÉRENCES

- 40 Macgregor Marion, « Reportage : À Lesbos, dans le nouveau camp, des migrants se plaignent de "vivre comme des animaux", Infomigrants, le 23 octobre 2020. <https://vu.fr/Thg3>
- 41 Collas Aurélie, « Au camp de Lesbos, « les gens ont quitté un enfer pour un autre », Le monde, 15 septembre 2020. https://www.lemonde.fr/international/article/2020/09/15/a-u-camp-de-lesbos-les-gens-ont-quitte-un-enfer-pour-un-autre_6052288_3210.html
- 42 ECRE, "Greece: Authorities Block Scrutiny..." op.cit.
- 43 RAFENBERG Marina, « A Lesbos, double fronde contre la construction... » op. cit.
- 44 France24, Info migrants, « En vidéo... » op.cit.
- 45 Bressange, et al., « Lesbos, symbole... » op. cit.
- 46 Martiny Federica, "Un nouveau camp sera construit... » op.cit.
- 47 Une task force est l'équivalent d'un groupe de travail, ou d'une commission désignée temporairement pour travailler autour d'une tâche spécifique ou de l'accomplissement d'un projet.
- 48 ECRE, "Greece: Migration Minister Praises Conditions in Moria 2.0, Pushbacks and Shipwrecks Continue", 4 décembre 2020 <https://www.ecre.org/greece-migration-minister-praises-conditions-in-moria-2-0-pushbacks-and-shipwrecks-continue/>
- 49 Kourounis Angélique, "En Grèce, les conditions de vie au camp de migrants réfugiés de Lesbos ne se sont pas améliorées", FrancelInfo, 9 septembre 2021, <https://cutt.ly/HWMXKoD>.
- 50 RAFENBERG Marina, « A Lesbos, double fronde contre la construction... » op. cit.
- 51 UNHCR, Situation report "Regional Bureau of Europe : Greece Update", 18 décembre 2020. <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Regional%20Bureau%20for%20Europe%20-%20Greece%20Update%20%23%2012%20Lesvos%20%2818%20December%202020%29.pdf>
- 52 UNHCR, Situation report "Regional... » op.cit.
- 53 Site web du FICR: <https://www.ifrc.org/fr/vision-et-mission/>.
- 54 IFRC, Information bulletin no. 2, Greece population movement, 19 septembre 2020. https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/IB2_Greece_Population%20Movement_190920.pdf
- 55 Le service WASH intervient pour essayer de remplir les besoins élémentaires et vise à terme de garantir un accès sécurisé à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène dans les camps. Pour plus de détails, voir cette page: https://emergency.unhcr.org/entry/39929?lang=fr_FR.
- 56 IFRC, "Information,... 19 septembre 2020", op.cit.
- 57 Aegean Boat Report, site internet, "the story": <https://cutt.ly/9kTGhtn>
- 58 Kafkoutou Natalia-Rafaella, Oikonomou Spyros-Vlad, (...) paper for Greek Council for Refugees & Oxfam International, October 2020, op.cit.
- 59 Site de l'EODY, Organisation nationale de la Santé publique grecque : <https://eody.gov.gr>
- 60 Site de l'ONG Kitrinos: <https://www.kitrinoshealthcare.org>.
- 61 Refugee Support Aegean, site internet, « Moria 2: Serious gaps in conditions amidst the pandemic and winter arrival », 17 octobre 2020, <https://rsaegean.org/en/moria2-serious-gaps-in-conditions-amidst-the-pandemic-and-winter-arrival/>
- 62 MSF, "Greece: Mental health distress among asylum seekers", Project Update, 17 décembre 2020, <https://www.msf.org/greece-mental-health-distress-among-asylum-seekers>.
- 63 Macgregor Marion, « Reportage : A Lesbos... » op.cit.
- 64 Medical volunteers international, site, news, "update from Lesbos", <https://medical-volunteers.org/update-from-lesvos/>
- 65 Compte instagram @Mvi_Greece, https://www.instagram.com/mvi_greece/.
- 66 site de l'ONG Cadus: <https://www.cadus.org/en/about-us>.
- 67 UNHCR, Situation report "Regional Bureau... » op.cit.
- 68 Page web de l'ONG Stand by me Lesbos : <https://standbymelesvos.gr>.
- 69 Page web de l'ONG Elix www.elix.org.gr.
- 70 Source locale anonyme, information obtenue le 16 février 2021.
- 71 Ibid.
- 72 Page web de Fenix: <https://www.fenixaid.org/>.
- 73 Page web d'EuroRelief: <https://www.eurorelief.net/about/>.
- 74 Page web de Starfish : <https://www.asterias-starfish.org/our-work>.
- 75 Twitter de l'organisation One Happy Family: <https://twitter.com/ohflesvos?lang=fr>.
- 76 Dumont Julia, "Manque d'éducation, cauchemars et stress : à Lesbos, les enfants, premières victimes de la politique grecque d'enfermement", Infomigrants, 10 septembre 2021, <https://cutt.ly/kW5Oq3w>.
- 77 BEHBOUDI Mortaza, « Des inondations dans le plus grand camp de réfugiés d'Europe à Lesbos », Mediapart, 11 décembre 2020, <https://blogs.mediapart.fr/mortaza-behboudi/blog/111220/des-inondations-dans-le-plus-grand-camp-de-refugies-deurope-lesbos>.
- 78 Kafkoutou Natalia-Rafaella, Oikonomou Spyros-Vlad, (...) paper for Greek Council for Refugees & Oxfam International, October 2020, op.cit.
- 79 ECRE, "Greece: Authorities Block Scrutiny of Camp Conditions, Lead Poisoning adds to Risks in Moria 2.0, Concern over Remote Interviews", 11 décembre 2020. <https://cutt.ly/cl2HvL>, citation traduite depuis l'anglais.
- 80 UNHCR, Situation report "Regional (...)", 18 décembre 2020, op.cit.
- 81 Site internet de Metadrasi, <https://metadrasi.org/en/home/>.
- 82 UNHCR, Situation report "Regional ...Update 12" op.cit.
- 83 The Secretariat for Crisis Management Communication of the Ministry of Digital Policy, Telecommunications and Media's website publication, "National Situational Picture Regarding the Islands at Eastern Aegean Sea", 15 octobre 2020.
- 84 Kafkoutou Natalia-Rafaella, Oikonomou Spyros-Vlad, "LESBOS BULLETIN..." op.cit.

SOURCES ET RÉFÉRENCES

- 85 Très grandes tentes souvent utilisées dans des situations d'urgence.
- 86 Kafkoutso Natalia-Rafaella, Oikonomou Spyros-Vlad, "LESBOS BULLETIN..." op.cit.
- 87 Oikonomou Spyros Vlad, "Lesbos april bulletin (...)", 21 avril 2021, op.cit.
- 88 Refugee Support Aegean website, "Moria 2..." op.cit.
- 89 Kafkoutso Natalia-Rafaella, Oikonomou Spyros-Vlad, "LESBOS BULLETIN..." op.cit.
- 90 UNHCR, Regional Bureau of Europe, Greece Update 12, 18 décembre 2020.
- 91 Ibid.
- 92 FALLON Katy, GRILLMEIER Franziska, "A mental health emergency: no end to trauma for refugees on Lesbos", The Guardian, 22 décembre 2020, <https://www.theguardian.com/global-development/2020/dec/22/a-mental-health-emergency-no-end-to-trauma-for-refugees-on-lesbos>.
- 93 Kafkoutso Natalia-Rafaella, Oikonomou Spyros-Vlad, "LESBOS BULLETIN..." op.cit.
- 94 Ibid.
- 95 Ibid.
- 96 Refugee Support Aegean, site internet, « Moria 2: Serious gaps... » op. cit.
- 97 FALLON Katy, GRILLMEIER Franziska, "A mental..." op.cit. "The current demand for MSF's services is more than the organisation can meet and there is a lengthy waiting list for the paediatric clinic and the clinic for victims of torture and sexual violence."
- 98 Refugee Support Aegean, site internet, « Moria 2: Serious... » op.cit.
- 99 MSF, "Greece: Mental health distress..." op.cit.
- 100 UNHCR, Regional Bureau... », op. cit.
- 101 Infomigrants, France24, reportage video, « En vidéo : à Lesbos, un nouveau camp d'urgence accueille les migrants », 12 octobre 2020, <https://www.infomigrants.net/fr/post/27879/en-video-a-lesbos-un-nouveau-camp-d-urgence-accueille-les-migrants>
- 102 Kafkoutso Natalia-Rafaella, Oikonomou Spyros-Vlad, "LESBOS BULLETIN..." op.cit. UNHCR, Regional Bureau ..." op.cit.
- 103 Refugee Support Aegean, site internet "Moria 2.0: Trapped refugees at the mercy of winter" 1 décembre 2020.
- 104 Dumont Julia, "Manque d'éducation, cauchemars et stress : à Lesbos, les enfants, premières victimes de la politique grecque d'enfermement", Infomigrants, 10 septembre 2021, <https://cutt.ly/kW5Oq3wv>.
- 105 Ibid.
- 106 Oikonomou Vlad, Papastergiou Vasilis, "Lesbos bulletin: Update on the EU response in Lesbos" Greek Council for Refugees & Oxfam, 17 juin 2021. <https://cutt.ly/0W5GJjt>.
- 107 UNHCR, site web, "À propos du HCR en Grèce », <https://help.unhcr.org/greece/fr/about-unhcr-in-greece/>
- 108 RAFENBERG Marina, « A Lesbos, double fronde... », op.cit.
- 109 Greek government, Ministry of Migration & Asylum, 17 September 2020, <https://migration.gov.gr/en/respect-and-%20solidarity/>. Citation reprise et traduite de l'anglais.
- 110 Ibid.
- 111 UNHCR, Un mois après les incendies à Moria, le HCR lance une mise en garde contre une dégradation des conditions à l'arrivée de l'hiver, 9 octobre 2020, <https://www.unhcr.org/fr/news/briefing/2020/10/5f8057a5a/mois-apres-incendies-moria-hcr-lance-mise-garde-contre-degradation-conditions.html>
- 112 Infomigrants est un site d'information qui vise à lutter contre les fausses informations touchant à la question migratoire. Voir leur site : <https://www.infomigrants.net/fr/>.
- 113 DUMONT Julia, « À Lesbos, dans le nouveau camp, le quotidien s'organise difficilement, sans eau ni électricité », Infomigrants, 25 septembre 2020, <https://www.infomigrants.net/fr/post/27573/a-lesbos-dans-le-nouveau-camp-le-quotidien-s-organise-difficilement-sans-eau-ni-electricite>
- 114 BEHBOUDI Mortaza, « Des inondations dans le plus grand camp de réfugiés d'Europe à Lesbos », Mediapart, 11 décembre 2020 <https://blogs.mediapart.fr/mortaza-behboudi/blog/111220/des-inondations-dans-le-plus-grand-camp-de-refugies-deurope-lesbos>
- 115 Mortaza Behboudi est un journaliste et reporter, qui s'est rendu sur le camp Kara tepe et a pu témoigner de la situation dans le camp, qu'il a pu illustrer par ces photographies. Voir son article accompagné de ses photographies:
- 116 ECRE European Council on Refugees and Exiles, « Greece: Authorities Block Scrutiny of Camp Conditions, Lead Poisoning adds to Risks in Moria 2.0, Concern over Remote Interviews », 11 décembre 2020. Citation reprise et traduite depuis l'anglais.
- 117 <https://www.ecre.org/greece-authorities-block-scrutiny-of-camp-conditions-lead-poisoning-adds-to-risks-in-moria-2-0-concern-over-remote-interviews/>
- 118 Ibid. Traduction depuis l'anglais.
- 119 Ministère de l'asile et des migrations de la République hellénique, « Response to press... » op.cit.
- 120 Kafkoutso Natalia-Rafaella, Oikonomou Spyros-Vlad, "LESBOS BULLETIN..." op.cit.
- 121 Refugee Support Aegean, site internet, « Moria 2... », op.cit.
- 122 Poutrain-Mari Élea, "Femmes exilées à Lesbos: isolées dans la promiscuité", Mediapart, 22 avril 2021, <https://blogs.mediapart.fr/elea-poutrain-mari/blog>.
- 123 Kafkoutso Natalia-Rafaella, Oikonomou Spyros-Vlad, "LESBOS BULLETIN..." op.cit.
- 124 Bressange, et al., « Lesbos, symbole de l'échec de la politique... » op. cit.
- 125 La rédaction, « Lesbos : la fillette de 3 ans agressée dans le camp de Kara Tepe a bien été violée. », Infomigrants, 22 décembre 2020. <https://www.infomigrants.net/fr/post/29267/lesbos-la-fillette-de-3-ans-agressee-dans-le-camp-de-kara-tepe-a-bien-ete-violee>
- 126 UNHCR, Regional Bureau of Europe..." op.cit.
- 127 DUMONT Julia, « Automutilations, idées suicidaires, ... sur les îles grecques, une dégradation inquiétante de la santé mentale des migrants », Infomigrants, 24 décembre 2020.
- 128 Voir site: <https://www.rescue.org>.
- 129 International Rescue Committee, The Cruelty of Containment "The Mental Health Toll of the EU's 'Hotspot' Approach on the Greek Islands", December 2020, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/IRC_Cruelty_of_Containment_FINAL.pdf.

SOURCES ET RÉFÉRENCES

- 130
Daniel Justine, A Lesbos, une jeune Afghane risque des poursuites judiciaires après avoir tenté de s'immoler par le feu, *Libération*, 28 février 2021, https://www.liberation.fr/international/europe/a-lesbos-une-jeune-afghane-risque-des-poursuites-judiciaires-apres-avoir-tente-de-simmoler-par-le-feu-20210228_BH63IKSUVVBB3IZBUGYLAPHFFE/
- 131
Macgregor Marion, La santé mentale des plus jeunes se détériore à Lesbos », *Infomigrants*, 30 décembre 2020.
- 132
Ibid.
- 133
Dumont Julia, « Automutilations, idées suicidaires... » op.cit.
- 134
Kitsantonis Niki, Refugee Who Set Herself on Fire in Greece Is Charged With Arson, *The New York Times*, 25 february 2021, <https://www.nytimes.com/2021/02/25/world/europe/lesbos-greece-refugee-arson.html?searchResultPosition=1>.
- 135
Daniel Justine, "À Lesbos...", op.cit.
- 136
Kitsantonis Niki, "Refugee Who Set..." op.cit.
- 137
Oim, "Voluntary Scheme for the relocation..." op.cit.
- 138
Ecre, "Greece: Authorities Block Scrutiny..." op.cit.
- 139
Dumont Julia, « Automutilations, idées suicidaires... » op.cit.
- 140
Fallon Katy, Mental health 'emergency' among child refugees in Greece, *Aljazeera*, 11 february 2021, <https://www.aljazeera.com/news/2021/2/11/children-dont-play-at-all-mental-health-crisis-stalks-lesbos>.
- 141
Macgregor Marion, "La santé mentale (...)" op.cit.